



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 21 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18 avril 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Centrale Eolienne de Biesles

Parcelle ZD 68
52340 Biesles

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 avril 2024 dans l'établissement Centrale Eolienne de Biesles implanté Parcelle ZD 68 52340 Biesles. L'inspection a été annoncée le 4 mars 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 18 avril 2024 de la Centrale éolienne de Biesles, implanté sur les territoires de la commune de BIESLES (52).

Cette inspection a été menée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées en objectif 1 du PPC 2024 de l'UD10-52 et conformément au point 1 de l'annexe 1 de la note ministérielle du 24/11/2016 relatif au plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées relevant des articles L170-1 à L174-2 du titre VII du livre premier du code de l'environnement traitant du système d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Centrale Eolienne de Biesles
- Parcelle ZD 68 52340 Biesles
- Code AIOT : 0005704175
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc est constitué de 6 aérogénérateurs de 2 MW, soit un total de 12 MW. La hauteur totale de chaque machine est de 145 mètres.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En séance, l'inspection des installations classées a choisi par sondage de visiter l'éolienne 6 et le poste de livraison. L'exploitant nous a fait part de l'installation d'une "mini Eole-Box" sur la plateforme de l'éolienne 4. Pendant la visite du parc éolien nous avons constaté sa présence. Cette installation aurait été précédée d'une demande d'autorisation et d'un accord délivré par notre service des installations classées. Nous n'avons pas retrouvé cette demande et cet accord dans nos archives et aucun inspecteur semble en avoir eu connaissance.

Cette installation n'est pas conforme à la réglementation des déchets et doit-être enlevée. En conséquence, l'inspection des installations classées demande une action corrective à l'exploitant visant à l'enlèvement de la "mini Eole-Box" et de ses déchets dangereux qu'elle contient.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Section 4 - Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Demande d'action corrective	Sans délai

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
3	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
5	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
6	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
7	Section 6 – Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fourni tous les documents et justificatifs nécessaires à la visite .

A l'exception d'une non-conformité à l'article 20 de l'AMPG portant sur l'installation d'une "mini Eole-Box", les constats ne relèvent aucune non conformité .

Comme lors de la précédente visite d'inspection, il a été constaté que le parc éolien de Biesles est bien tenu, et que l'exploitant est réactif et soucieux du respect des prescriptions qui sont applicables à son installation. L'envoi exhaustif des documents relatifs aux articles de l'AMPG visés lors de la visite montre une volonté de transparence comme celle qui a mené l'exploitant à nous informer de l'installation d'une "mini Eole-Box".

Néanmoins, cette "mini Eole-Box" représente une non-conformité aux dispositions de l'article 20 de l'AMPG qui nécessite une action corrective .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. Pour un projet de renouvellement autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par le II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant recherche un bureau d'étude pour la mission de suivi à 10 ans du parc. Il nous a déclaré avoir demandé un devis à trois bureaux. Un premier devis nous a été transmis. L'exploitant s'engage à nous communiquer le bon de commande pour la mission de suivi environnemental de 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Autre, Sécurité
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : L'exploitant nous a transmis le 10/04/2024 les attestations de formation des agents intervenant sur le parc. L'exploitant n'a jamais mené d'exercice sur le PE de Biesles. Le dernier exercice mené par l'exploitant l'a été en 2022 sur le parc éolien de Charmont dans l'Aube. Cet exercice a permis d'éprouver l'efficacité des procédures prévues par l'exploitant en cas d'incident ou d'accident sur une éolienne. Le turbinier réalise également des exercices en Haute-Marne, en relation avec le SDIS, mais pas encore sur ce parc. Les scénarios sont créés par le SDIS et l'équipe du turbinier basée à Langres est chargée de mettre en sécurité la victime et de sécuriser le site de l'accident avant la prise en charge de la victime par les services de secours. Même si les exercices n'ont pas porté sur ce parc, ils participent à l'acquisition de réflexe qui répondent à ce qu'il est attendu de l'application de cet article 15 de l'AMPG pour ce parc.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Autre, Entretien
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : L'exploitant dispose du manuel d'entretien des installations conforme au présent article. Néanmoins, les agents intervenants sont identifiés par cinq caractères qui rendent difficile leur identification et le contrôle de leur habilitation à intervenir. L'exploitant rajoutera sur les attestations le code à cinq lettres de chaque agent. Le turbinier dispose dans chaque machine d'un registre sur lequel sont consignés l'ensemble des interventions et leur objet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Section 4 - Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Situation administrative, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : L'exploitant a installé un container dénommé "mini éole box" sur la plate-forme de l'éolienne n°4. Pour des raisons de sécurité liées au stockage de déchets dangereux, l'inspection des installations classées n'autorise pas ce type de stockage. En conséquence, l'inspection des installations classées demande l'enlèvement de la mini Eole-Box et de ses déchets sans délai. Il est utilement rappelé que ce point de contrôle fera l'objet d'une prochaine visite et qu'en cas de non-correction de cet écart, des sanctions administratives et pénales seront proposées à l'encontre de l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : sans délai

N° 5 : Section 5 – Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Astreintes de sécurité
Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : <ul style="list-style-type: none">- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
Constats : Les machines sont monitorées en direct et en temps réel par l'exploitant qui met également en place des astreintes. Tout défaut est pris en charge par l'exploitant depuis un centre de contrôle et peut prévenir les secours dans le délai de 15 minutes après consultations du défaut et prévenir le turbinier. Une équipe de turbiniers basée à Langres est sous astreinte le week-end et 2 équipes sont disponibles en cas de risque météorologique coup de vent. Le reste du temps les équipes sont sur le terrain et sont en mesure d'intervenir. D'après l'exploitant, cette organisation permet une intervention dans un délai de 60 minutes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Section 5 – Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte et de prévention incendie
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : La visite de l'éolienne 6, choisie par sondage, a permis de constater la présence des extincteurs et de la conformité de leur entretien.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Section 6 – Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage. Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : <ul style="list-style-type: none">• niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'installation : Sup à 35 dB (A) ;• émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures : 5 dB (A) ;• émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures : 3 dB (A). Les valeurs d'émergence mentionnées ci-dessus peuvent être augmentées d'un terme correctif en dB (A), fonction de la durée cumulée d'apparition du bruit de l'installation égal à : <ul style="list-style-type: none">• Trois pour une durée supérieure à vingt minutes et inférieure ou égale à deux heures ;• Deux pour une durée supérieure à deux heures et inférieure ou égale à quatre heures ;• Un pour une durée supérieure à quatre heures et inférieure ou égale à huit heures ;• Zéro pour une durée supérieure à huit heures. En outre, le niveau de bruit maximal est fixé à 70 dB (A) pour la période jour et de 60 dB (A) pour la période nuit. Ce niveau de bruit est mesuré en n'importe quel point du périmètre de mesure du bruit défini à l'article 2. Lorsqu'une zone à émergence réglementée se situe à l'intérieur du périmètre de mesure du bruit, le niveau de bruit maximal est alors contrôlé pour chaque aérogénérateur de l'installation à la distance R définie à l'article 2. Cette disposition n'est pas applicable si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe à l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus. Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont exploitées par un même exploitant sur un même site, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.
Constats : L'étude acoustique du 15/06/2017 a été validée par l'inspection des installations classées (courriel du 18/05/2017) dans les termes suivant : <i>L'étude est de nature à démontrer la conformité qui restait à démontrer.</i>
Type de suites proposées : Sans suite